

Le présent chapitre intéressant tous les corps d'état a pour but de définir les grandes lignes du projet et d'énoncer les textes réglementaires de références.

Article 01 - Exposé du projet et intervenants.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but de définir les travaux à réaliser pour l'aménagement d'une légumerie et d'une plate-forme de distribution dans un bâtiment existant à Maubourguet

Références cadastrales : Section AN - Parcelles n°170,171,172,173,191, 234 et 251.

Le bâtiment n'est pas classé comme un E.R.P.

Maîtrise d'ouvrage : Communauté de Communes Adour-Madiran
22 Place du Corps Franc Pommies
65500 Vic-en-Bigorre

Maîtrise d'œuvre : Atelier d'Architecture B.MALE
33 Place du Corps Franc Pommies
65500 Vic-en-Bigorre

Bureau de contrôle : SOCOTEC
72 Avenue Maréchal Foch
65000 Tarbes.

Coordonateur S.P.S : Sud-Ouest Coordination
59, rue du 11 Novembre
65300 Lannemezan

Article 02 - Spécificité du projet.

L'aménagement est réalisé dans le volume de la surface de vente d'un ancien Super Marché.

Une entreprise occupe actuellement les deux travées Sud de cet espace, l'aménagement projeté concerne les trois travées Nord. Une surface laissée vacante séparera l'entreprise actuellement dans les locaux et l'aménagement projeté.

L'aménagement projeté est constitué de deux entités distinctes dont certains locaux sont mutualisés. Côté Ouest sera aménagée la légumerie, côté Est sera aménagée la Plate-forme de distribution. Entre les deux structures commerciales, le pesage et les sas de livraison et d'expédition sont mutualisés.

Article 03 - Mission de l'équipe de conception.

La mission à la charge de l'équipe de maîtrise d'œuvre est une mission de base telle que définie dans le texte de loi du 12 juillet 1985 relatif à la Maîtrise d'Ouvrage Publique dites loi MOP, et à ses textes d'application, non étendue aux études d'exécution, de synthèse et de réservations.

De ce fait, les entreprises ont à leur charge les plans d'atelier, de chantier, d'exécution, de synthèse et de réservations.

Les documents techniques fournis par l'équipe de maîtrise d'œuvre dans le Dossier de Consultation des Entreprises ne sont destinés qu'à assurer la cohérence des études et la faisabilité technique du projet.

Les moyens à mettre en œuvre pour obtenir les objectifs fixés appartiennent aux entreprises de chaque corps d'état, qui sont tenues au respect de ces objectifs.

Article 04 - Pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Les entreprises devront obligatoirement prendre connaissance de toutes les pièces constituant le Dossier d'appel d'offres.

Documents généraux :

- Cahier des Clauses Administratives Générale (C.C.A.G).
- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux.
- Code de la Construction et de l'habitation.
- Liste des cahiers des clauses spéciales assorties aux cahiers des charges des D.T.U.

Documents particuliers :

1 Documents écrits.

- Règlement de la Consultation (R.C).
- Acte d'Engagement (A.E).
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).
- Cadres de décomposition du prix global et forfaitaire.
- Planning d'exécution prévisionnel des travaux.
- Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.
- Rapport sur D.C.E du Bureau de contrôle.

2 Documents graphiques.

- Dossier de plans d'architectes.
- Dossier de plans techniques du B.E.T fluides.

Article 05 - Plans définissant le projet.

Les plans joints au Dossier de Consultation des Entreprises sont les suivants :

A Documents graphiques architectes :

- A-01 Plans de situation (Echelle 1/4000).
- A-02 Plan de masse existant (Echelle 1/500).
- A-03 Plan rez de chaussée existant (Echelle 1/50).
- A-04 Coupes sur existant (Echelle 1/50).
- A-05 Façades existant (Echelle 1/50).
- A-06 Plan de masse projet (Echelle 1/500).
- A-07 Plan alimentation diverses (Echelle 1/250)
- A-08 Plan évacuations E.U/E.V (Echelle 1/250).
- A-09 Plan rez de chaussée projet (Echelle 1/50).
- A-10 Coupes projet (Echelle 1/50).
- A-11 Façades projet (Echelle 1/50).
- A-12 Plan de repérage des cloisonnements (Echelle 1/50).
- A-13 Détails serrurerie (Echelle 1/20).

B Documents graphiques B.E.T Fluides.

- V.S – 01 Plan plomberie, sanitaire et ventilation.
- E.L – 01 Plan électricité.

Article 06 - Désignation des lots.

Le marché est divisé en 11 lots.

- 1 Gros-œuvre.
- 2 Charpente et bardage métallique.
- 3 Serrurerie.
- 4 Menuiseries aluminium.
- 5 Menuiseries bois.
- 6 Cloisons sèches et Plafonds suspendus.
- 7 Cloisons isothermes et chambres froides.
- 8 Revêtements scellés.
- 9 Plomberie, sanitaire, rafraichissement et ventilation.
- 10 Electricité, courant fort et courant faible.
- 11 Peinture.

Article 07 - Spécification des textes de références.

Toutes les dispositions précisées au C.C.T.P de chaque corps d'état, ainsi que les plans, devront être respectées tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le choix le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

Les entreprises devront effectuer les travaux en parfaite conformité avec les D.T.U, cahiers des clauses techniques du C.S.T.B, normes françaises et européennes, règles générales de construction, règles de protection contre l'incendie, décrets sur l'isolation thermique et l'isolation acoustique, règles de calcul B-A, règles définissant les effets de la neige et du vent, sans que cette liste soit limitative.

Dispositions applicables à tous les bâtiments :

- Décrets 78-621 et 78-622 du 31 mai 1978.
- Code de la construction et de l'habitation.
 - Articles L 111.1 à L 111.3.
 - Articles R 111.4.
 - Articles L 123.1 et L 123.2 concernant les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans établissements recevant du public.
- Textes législatifs concernant les personnes handicapées.
 - D 01.02-78.
 - D 09.12-78.
 - A 25.01-79.
 - C 29.01-79.
- Textes législatifs concernant :
 - L'isolation thermique des bâtiments.
 - Arrêté du 29 novembre 2000 complété par les arrêtés du 9 novembre 2001 et du 22 décembre 2003.
 - L'accès aux personnes handicapées.
 - Loi n° 75.534 du 30 juin 1975.
 - Décret du 1° février 1978.
 - Arrêté du 25 février 1979.
 - Circulaire ministérielle du 29 janvier 1979.
 - Arrêté du 25 juin 1980.
 - La responsabilité, l'assurance et l'application des stipulations définies par les documents techniques COPREC : Loi du 4 janvier 1978.
 - Code du travail concernant l'isolation acoustique.
 - Code du travail concernant l'hygiène et la sécurité :
 - Articles R 232.1 et 232.13.

- Les règles de calcul :

BAEL 1991	D.T.U P 18.702.
Règles NV 65	D.T.U P 06.002.
Règles N 84	D.T.U P 06.006.
Règles PS 69	D.T.U P 06.003.
Règles PS MI 89	D.T.U P 06.008.
Règles NV F.B	D.T.U P 92.701.
Règles NV F.A	D.T.U P 92.702.
Règles NV BF 88	D.T.U P 92.703.
Règles NV F pM 88	D.T.U P 92.704.
Règles Th.K	D.T.U P 50.702.
Règles Th.D	D.T.U P 50.703.
Règles Th.G	D.T.U P 50.704.
- Ensemble des D.T.U, mémentos applicables aux différents corps d'état.
- Ensemble des normes françaises et européennes éditées par l'AFNOR.
- Avis techniques du C.S.T.B.
- Spécifications professionnelles concernant :
 - Le verre et les produits verriers : TECMAVER.
 - L'électricité : PROMOTELEC.

Toute la réglementation énumérée sera celle en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer aux textes réglementaires en vigueur au moment de l'exécution des travaux et notamment :

- Le code de l'urbanisme et de la construction.
- Le règlement sanitaire départemental.
- Les règlements de police, voiries et autres.
- Les clauses du permis de construire.
- Les règlements des services administratifs (eau, électricité, P.T.T, incendie etc...).
- Les divers arrêtés départementaux et municipaux.

Article 08 - Documents techniques.

Les travaux sont soumis aux prescriptions des documents techniques suivants : R.E.E.F et D.T.U. Ces divers documents ont pour but de définir la qualité des ouvrages à exécuter, la qualité des matériaux à mettre en œuvre, le mode de calcul des ouvrages et les règles à observer. En cas de contestation, ce sera le document, parmi ceux désignés ci-dessus, qui comportera les prescriptions les plus restrictives qui prévaudra sur les autres.

Article 09 - Dispositions générales.

Faute de se conformer à toutes les prescriptions édictées au présent C.C.T.P, l'entrepreneur sera responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences directes ou indirectes qu'elles entraîneraient.

- Recueil des données et connaissance du site.

Un certain nombre de données ayant trait à la connaissance du site sont fournies dans le dossier de consultation d'entreprise. Cela ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur, qui devra faire son affaire de toutes reconnaissances, sondages complémentaires, collecte de renseignements ayant trait à l'état existant, y compris en ce qui concerne les réseaux de toutes natures intéressant le site.

- Vérification du C.C.T.P.

Chaque entrepreneur est tenu de prendre connaissance du présent document dans sa totalité. Pour chacun des lots, l'entrepreneur devra prendre connaissance des descriptifs des autres corps d'état, afin de prévoir ou compléter ses travaux en parfaite concordance, sans qu'il y ait oubli ou double emploi. Il devra sans délais signaler au maître d'oeuvre toutes erreurs qu'il pourrait y relever.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables, étant entendu qu'il doit assurer le parfait et le complet achèvement de ses travaux, conformément aux règles de l'art et de bonne construction, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration pour raisons d'omissions aux plans ou aux devis descriptifs, étant donné qu'il a pris connaissance des travaux à effectuer, et qu'il a suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux descriptifs et aux détails qui pourraient être omis sur les plans.

Les inexactitudes qui pourraient être évoquées ne sauraient en effet remettre en cause le prix global arrêté, ni la responsabilité de l'entreprise lors de l'exécution.

L'entrepreneur se soumettra pleinement aux ordres du Maître d'œuvre en vue de la correction de ces inexactitudes.

Il est précisé que la priorité entre le C.C.T.P et les plans n'annule pas la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction et après confirmation par le maître d'œuvre sur l'ordre des priorités dans chaque cas.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est formellement dû et vice et versa.

Sauf exception mentionnée dans le C.C.T.P, le fait de devoir soit la pose, soit l'installation d'un matériau, matériel ou appareil, implique l'obligation de fourniture avec tous les accessoires de mise en œuvre et de fonctionnement. De même le fait de devoir la fourniture implique la pose avec tous les accessoires de mise en œuvre et de fonctionnement.

- Vérification des côtes.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes des plans et s'assurer de leur parfaite concordance dans les différents plans, ne prendre aucune côte à l'échelle et s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses portées sur les plans. En cas de doute, il en référera immédiatement au maître d'œuvre. En aucun cas, il ne pourra modifier de lui-même quoi que ce soit aux plans du dossier.

- Renseignements complémentaires et observations.

L'entrepreneur provoquera tous les renseignements complémentaires sur ce qui lui paraîtrait douteux ou incomplet.

Au cours des travaux, chaque entrepreneur doit appeler l'attention du maître d'œuvre sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus et sur les vices et malfaçons qu'ils pourraient entraîner, soit pour ses propres travaux, soit pour ceux des autres corps d'état.

- Sécurité du chantier.

L'entrepreneur devra respecter scrupuleusement toutes les normes de sécurité, conformément à la législation en vigueur.

Les trémies seront protégées réglementairement.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre devra établir les accès au chantier, les barrières qui seront nécessaires pour assurer la sécurité des passants et la clôture du chantier, ainsi que l'établissement de tous les dispositifs de sécurité sur le chantier. Des panneaux "Chantier interdit au public", "Port du casque obligatoire" etc... Devront être apposés.

Ces dispositions devront avoir reçues l'accord du Coordonnateur en matière de sécurité, de protection de la santé et d'hygiène. Toutes les demandes et exigences figurant au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé sont considérées comprises dans l'offre forfaitaire de l'entreprise.

- Réservations.

L'entrepreneur communiquera en temps utile toutes les indications concernant son lot à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur qui n'aurait pas fourni ou demandé en temps utile tous les éléments concernant son lot, sera tenu pour responsable de la marche du chantier et supportera les conséquences qui en résulteront.

Le bureau d'études techniques des entreprises établit les plans d'atelier et de chantier en collaboration avec le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle. Ces plans ne seront valables que revêtus de la signature des intéressés, tels que définis ci-dessus.

Les percements demandés après coup ne pourront être effectués sans l'accord du Maître d'œuvre et du bureau d'études.

Les entrepreneurs qui n'auront pas fourni à temps les renseignements nécessaires seront tenus pour responsables et supporteront les frais d'exécution des percements après coup dans les dits ouvrages, exclusivement réalisés par le lot gros-œuvre.

Les percements dans les autres ouvrages incombent aux entrepreneurs des corps d'état secondaire qui les exécuteront suivant les besoins de leurs installations. Le garnissage des scellements sera toujours tenu en retrait de un ou deux centimètres des murs finis pour permettre au maçon ou au plâtrier d'exécuter un raccord parfait avec les conduits et surfaces contiguës.

- Equipement de fonctionnement du chantier.

Avant même l'ouverture du chantier, un panneau de chantier tous corps d'état devra être installé à la charge de l'entreprise de gros-œuvre. Ce panneau devra indiquer outre les dénominations de toutes les entreprises intervenant sur le chantier, la dénomination du maître d'ouvrage, le nom de l'Architecte, le numéro du permis de construire, la surface de plancher, la surface hors œuvre nette et la hauteur de la construction. Ces renseignements seront communiqués par l'équipe de maîtrise d'œuvre à la demande de l'entrepreneur du lot gros-œuvre. L'entrepreneur sera tenu pour responsable des conséquences dues à l'absence de ce panneau sur le chantier.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre devra assurer l'existence des locaux de chantier rendu obligatoire par la législation du travail en vigueur, et ce durant toute la durée des travaux.

Un local clos, couvert et chauffé sera mis à disposition du maître d'œuvre lors des réunions de chantier. Ce local sera suffisamment grand pour permettre l'affichage de l'ensemble des plans et du planning des travaux, et l'accueil de 10 personnes (représentants des entreprises, de la maîtrise d'œuvre et du Maître d'ouvrage) autour d'une table de travail.

- Alimentations diverses durant le chantier.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre devra assurer la fourniture de l'eau et le branchement E.D.F sur le chantier durant toute la durée des travaux. A partir du branchement de chantier, l'entreprise d'électricité courant fort réalise un tableau de distribution et alimente toutes les zones du chantier. L'installation électrique du chantier devra être vérifiée et reconnu conforme par un organisme agréé. L'entrepreneur du lot gros-œuvre devra assurer une alimentation téléphone du chantier à disposition des entreprises sur le chantier durant toute la durée des travaux.

- Evacuations diverses durant le chantier.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre devra assurer l'évacuation des eaux de pluie sur le chantier durant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre devra conformément à la législation assurer la présence d'un équipement sanitaire rendu obligatoire par la législation du travail en vigueur, et ce durant toute la durée des travaux.

- Trait de niveau.

Dès l'achèvement des sols bruts, l'entrepreneur du lot gros œuvre tracera visiblement au cordeau sur les murs et cloisons, un trait de niveau situé à un mètre du sol fini. Il devra en assurer l'entretien au cours du chantier, chaque fois que l'exécution des travaux des corps d'état secondaire auront pour conséquences d'en faire disparaître le tracé.

- Nettoyage du chantier et maintien en état de propreté.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre doit mettre à disposition de l'ensemble des entreprises un container pour le stockage des emballages, gravats et autres matériaux. Ce container sera évacué à la décharge à chaque fois qu'il sera rempli et hebdomadairement au minimum.

Chaque entrepreneur est tenu de conserver le chantier en état de propreté. Il devra débarrasser ses matériaux et gravats au fur et à mesure de l'avancement des travaux, afin que l'entrepreneur lui succédant sur le chantier ne puisse élever aucune réclamation. Lorsqu'il sera constaté un manquement à ces prescriptions, le nettoyage du local sera demandé par le maître d'oeuvre et effectué par l'entrepreneur du lot gros-œuvre. Les frais occasionnés à cet effet seront comptés au compte-prorata.

Avant réception des ouvrages, chaque entrepreneur devra la révision minutieuse de ses travaux, afin qu'ils soient en parfait état lors de la réception.

Le nettoyage de fin de chantier sera assuré par le lot peinture, après enlèvement des gravats et matériaux divers par le lot gros-œuvre. Ce nettoyage intéressera le sol, les vitres, les appareils sanitaires, les surfaces de chauffe et appareillage électrique.

- Remise en état des abords.

L'entreprise de gros-œuvre devra la remise en état des abords. Cette remise en état concernera les revêtements de sols, les espaces verts et plantations, les bâtiments contigus et d'une façon générale tous les ouvrages environnants détériorés lors des travaux.

Article 10 - Echantillons.

Avant commande, les échantillons des matériaux et appareils entrant dans la construction seront soumis à l'agrément du maître d'oeuvre.

Les entreprises étant supposées connaître le temps d'approvisionnement des matériaux et des appareillages, les échantillons devront être présentés au maître d'oeuvre, sans que celui-ci ait à en faire la demande, suffisamment tôt pour que leur fourniture sur le chantier n'entraîne aucun retard dans l'avancement des travaux.

Si la livraison d'un matériau sur le chantier entraîne des retards sur le planning, ces retards seront imputés à l'entreprise.

Article 11 - Essais de fonctionnement.

Chaque lot devra obligatoirement faire procéder aux essais et vérifications techniques de tout ordre qui lui incombent, selon disposition de l'article R 111.40 du décret 78.1146 du 7 décembre 1978.

En plus de ces essais propres, l'entrepreneur devra effectuer les essais et vérifications de fonctionnement de ses installations dans les conditions du document technique COPREC n°1.

Les procès-verbaux de ces essais devront être remis en trois exemplaires au maître d'oeuvre dans les normes définies par le document technique COPREC n°2 disponible auprès du comité professionnel de la prévention et du contrôle technique dans la construction, COPREC Tour Montparnasse, 33, Avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15.

Article 12 - Présence aux réunions de chantier.

Les entreprises devront être représentées à tous les rendez-vous de chantier. Leur représentant devra être un technicien compétent et responsable, nommé pour toute la durée du chantier, recevant les ordres et prenant les décisions au nom de l'entreprise.

Article 13 - Etudes techniques.

Les études techniques préalables fournies par l'équipe de conception dans le Dossier de Consultation des Entreprises constituent des documents directifs permettant de répondre aux problèmes de façon cohérente.

Sur la base de ces études techniques préalables, l'entreprise fournira à ses frais au cours du chantier les plans et études d'exécution définitifs, les plans de synthèse et les plans de réservations.

Article 14 - Documents à fournir.

Avant exécution, les documents suivants seront obligatoirement soumis à l'approbation du maître d'œuvre :

- Plan d'installation de chantier.
- Plan particulier d'hygiène et de sécurité.

Après exécution et au fur et à mesure de l'achèvement des travaux correspondants ou simultanément à la fourniture des matériaux concernés, les documents suivants seront obligatoirement remis au maître d'œuvre :

- Plans de recollement.
- Notices de fonctionnement et d'entretien.

Aucun décompte définitif ne pourra être approuvé à défaut d'exécution complète de cette obligation.

Article 15 - Surcharges.

Les surcharges à prendre en compte sont celles précisées à la norme NF P 06.001 d'avril 1978.

Article 16 - Fabrication et composition des bétons.

Si elle le juge nécessaire, ou si le maître d'œuvre le demande, l'entreprise pourra incorporer dans les bétons des adjuvants tels que définis à la norme NF P 18.103, agréés par la COPLA en suivant les prescriptions techniques du D.T.U 21.4. Ces différents ajouts ne pourront pas donner lieu à supplément.

Les bétons seront fabriqués à l'aide d'une centrale, les différents agrégats seront stockés de façons distinctes, de manière à ce que le dosage arrêté soit scrupuleusement respecté.

La composition granulométrique des mélanges des agrégats nécessaires à la fabrication d'un mètre cube de béton mis en œuvre, sera déterminé par l'entrepreneur après analyse des agrégats et essais par un laboratoire agréé, aux frais de l'entrepreneur.

Les dosages en liant seront ceux fournis dans les documents généraux susvisés.

Les moyens nécessaires à la vérification des proportions d'eau dans les mélanges seront exigés.

Article 17 - Qualité et provenance des matériaux.

Les qualités et provenance des matériaux seront celles définies aux normes Françaises correspondantes.

Article 18 - Contrôle des matériaux.

Les matériaux seront définis par les normes françaises correspondantes et sont décrits dans la liste des opérations de contrôle D.T.U.

Les contrôles seront dus par l'entreprise à la demande du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle.

Article 19 – Conformité avec la réglementation accessibilité des E.R.P.

Les ouvrages seront réalisés en conformité avec la réglementation accessibilité des Etablissements recevant du public et Installations ouvertes au Public.

Article 20 - Coordination de chantier.

Toutes les entreprises titulaires des marchés assureront la coordination des travaux sous la conduite du titulaire de la mission Ordonnancement et Pilotage de Chantier (O.P.C) et chaque entreprise sera tenue pour comptable des retards qu'elle aura pu occasionner dans l'avancement des travaux et le respect du calendrier.

L'état d'avancement des travaux sera évoqué hebdomadairement dans le compte-rendu des réunions de coordination assurées par le titulaire de la mission O.P.C. Tout retard pris par une entreprise dans l'exécution des travaux y sera consigné.

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire de la mission O.P.C indiquera, sur la base de ces compte-rendus, les entreprises responsables et le nombre de jour calendaire à imputer à celles-ci.

Article 21 - Décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque lot.

Il est fourni par l'équipe de conception, pour chaque lot, un cadre de décomposition du prix. L'entreprise devra obligatoirement présenter son offre en suivant ce cadre de décomposition. Les quantités mentionnées ne le sont qu'à titre indicatif et les entreprises sont tenues de vérifier ces quantités. L'entreprise est donc libre de modifier ces quantités.

L'entreprise ajoutera tous les articles complémentaires qu'elle jugera nécessaire à une parfaite finition des ouvrages, de façon à ce que la proposition soit complète et forfaitaire, plus aucune modification ne pouvant intervenir après la remise de l'offre.

Les prix remis devront obligatoirement répondre à la solution de base telles que définie par les plans et les C.C.T.P.

L'offre forfaitaire indiquée dans l'Acte d'Engagement correspondra à la solution de base à laquelle seront rajoutées les éventuelles options et variantes.

Article 22 - Répartition des dépenses de fonctionnement du chantier.

22-1 Répartition des dépenses d'investissement.

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué.

- | | |
|---|-----------------------------|
| - Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions du code d'urbanisme et du panneau de chantier : | Lot gros-œuvre. |
| - Exécution des voies d'accès provisoire : | Lot gros-œuvre. |
| - Exécution des branchements provisoires eau et électricité : | Lot gros œuvre. |
| - Etablissement des clôtures de chantier : | Lot gros-œuvre. |
| - Installation d'éclairage et de signalisation : | Lot électricité. |
| - Installations communes de sécurité et d'hygiène : | Lot gros-œuvre. |
| - Installation du téléphone : | Lot gros-œuvre. |
| - Evacuations provisoires des eaux pluviales : | Lot gros-œuvre. |
| - Réseau provisoire intérieur d'eau et raccordement : | Lot plomberie et sanitaire. |
| - Réseau provisoire d'électricité et raccordement : | Lot électricité. |

Chaque entrepreneur supporte les frais d'exécution des trous, scellements et raccordements, non demandés aux plans de réservation en temps utile, et qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

22-2 Répartition des dépenses d'entretien.

Les dépenses d'entretien des installations énumérées en 22-1 sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué, étant précisé qu'incombent au lot gros-œuvre :

- Les charges temporaires de voirie et de police.
- Les frais de gardiennage.
- Les frais de fermeture provisoire du bâtiment.

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'au lieu de stockage fixé par le maître d'œuvre sur proposition du titulaire du lot gros-œuvre.

Chaque entrepreneur à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

22-3 Répartition des dépenses diverses.

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur, les dépenses ci-après :

- Consommation eau et électricité.
- L'enlèvement et le transport jusqu'à la décharge agréée des déblais, gravats et matériaux divers laissés dans un container mis à disposition par le lot gros-œuvre.
- Frais de réparation ou de remplacement des ouvrages ou mobiliers détériorés ou détournés.
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre procède au règlement des dépenses et est responsable de la gestion du compte-prorata. Il effectue en fin de chantier, un calcul de la répartition forfaitaire au prorata des montants des marchés des entreprises, auxquelles il demande alors le paiement de la somme à devoir.